



LC¹1

LETTRE DE CANDIDATURE

ARCHE A PROCEDURE ADAPTEE FOURNITURES DENREES ALIMENTAIRES 2021 LYCÉE HÖTELIER DE TAHITI

Le présent formulaire (disponible sur le site LEXPOL, espace marchés publics) est un modèle de lettre de candidature individuelle non obligatoire qui peut être utilisé par les candidats pour présenter leur candidatureaux marchés publics ou accords-cadres passés par la Polynésie française, les communes ou leurs démembrements.

En cas d'allotissement, le candidat ne remplit qu'un seul LC1quel que soit le nombre de lotsauquel il soumissionne. En cas de candidature d'un groupement d'entreprises, celui-ci utilisera préférablement le formulaire LEXPOLSpécifique « LC2 ».

A -Identification de l'acheteur public (Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.) Lycée Hôtelier de Tahiti B-Objet de la consultation (Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.) Prestation d'infogérance technique du système informatique du lycée hôtelier de Tahiti- année 2022 C-Objet de la candidature La candidature est présentée : (Cocher la case correspondante) en cas de non allotissement : pour le marché public ou pour l'accord-cadre ; en cas d'allotissement : pour le lot du marché public ou de l'accord-cadre suivant : (Indiquer l'intitulé du lot tel qu'il figure dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.) Lot n°.....: ⊠les lots du marché public ou de l'accord-cadre suivants : (Indiquer l'intitulé des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.) Lot n°: Lot n°:

« Lettre de candidature »

pour tous les lots du marché public ou de l'accord-cadre.



Prestation d'infogérance technique du système informatique du lycée hôtelier de Tahiti- année 2022

 Nom commercial et dénomination sociale du candidat individuel : Numéro TAHITI (ou RIDET ou SIRET) : Coordonnées du candidat : ■Adresse géographique de l'établissement : 	
Coordonnées du candidat : ■Adresse géographique	
Coordonnées du candidat : ■Adresse géographique	
■Adresse géographique	
■Adresse géographique	
■Adresse postale de l'établissement :	
■Adresse géographiquedu siège (*) :	
	-
■Adresse postale du siège (*):	
■Téléphone : 40. ■Télécopie : 40.	
■Adresse courriel :	
(*si elle est différente de celle de l'établissement)	
Forme juridique du candidat individuel : (Entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.)	
-	
Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat :	
(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat.)	
E - Statut du candidat individuel	
(Le candidat individuel ou le membre du groupement postulant à un marché réservé en application de l'article LP 225-1 du même code coche la correspondant à sa situation ou relevant de l'une des catégories qui suivent et pouvant bénéficier d'un droit de préférence en application l'article LP 236-2 du code polynésien des marchés publics (CPMP).)	
Etablissement de travail protégé (article LP 5313-14 du code du travail de la Polynésie française)	
Groupement de producteurs agricoles agréé dans les conditions prévues par la délibération n° 92-219 A 22 décembre 1992	- du
Artisan au sens de l'article LP 122-3 du code polynésien des marchés publics	
Société coopérative agricole (loi du pays N) 2013-16 du 10 mai 2013)	
F - Interdictions de soumissionner	



Afin d'attester qu'il n'entre dans <u>aucun</u> des cas d'interdiction de soumissionner prévu à **l'article LP 233-1** du code polynésien des marchés publics, **le candidat individuel produit une déclaration sur l'honneur**².

²A cet effet, l'entreprise peut utiliser le formulaire « LC3 » (Déclaration sur l'honneur) disponible en ligne sur LEXPOL, espace Marchés publics, rubrique « Documents du marché » / Modèles de documents.



G-Redressement judiciaire
L'entreprise fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire :
OUI NON
Dansl'affirmative, joindre en annexe copie des documents suivants (le cas échéant):
Copie du ou des jugements
En période d'observation : attestation du juge commissaire habilitant l'entreprise à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché
H–Obligations fiscales ou sociales
Récapitulatif des pièces demandées par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le candidat pour justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
Attestation de la Direction des impôts et des contributions publiques et de la Recette des impôts ; (justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière du candidat à l'égard de ses obligations déclaratives)
Attestation de la Direction générale des finances publiques ; (justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière du candidat à l'égard de ses obligations de paiement des impôts exigibles)
Attestation établie par la Caisse de prévoyance sociale. (justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, que le candidatest à jour de ses obligations de déclaration et pour les régimes contributifs, de paiement des cotisations, majorations et pénalités et autres contributions exigibles)
I– Renseignements relatifs à la capacité financière, technique et professionnelle du candidat individuel
Récapitulatif des pièces demandées par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le candidat individuel pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :
1.
2 .
 3.
4.
5.
6.
G.
J - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel s'appuie pour présenter sa candidature (*)
(*) Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur, en application du II de l'article LP 233-2 du CPMP.
Désignation du (des) opérateur(s)(*): [Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro TAHITI.]
-
-
- ()
(*Joindre, <u>pour chaque opérateur</u> économique tous les renseignements demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrenceou dans les documents de la consultation. Le candidat individuel sera tenu d'apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre).
K - Signature du candidat individuel

Nom, prénom et qualitédu signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature